

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

SOMMAIRE

L'objectif du ministère est d'offrir son leadership en matière de politiques, de finances et de programmes sur les questions touchant les administrations municipales et les services qu'elles fournissent. Le ministère travaille aussi avec d'autres ministères pour assurer le traitement uniforme des administrations locales et collabore avec d'autres gouvernements ou administrations, ministères, industries et secteurs afin de stimuler les investissements dans le domaine des logements sociaux et abordables, notamment celui des logements locatifs. Il coopère avec le secteur municipal et d'autres parties intéressées pour améliorer les cadres de réglementation de l'aménagement du territoire et de la construction, et atteindre les objectifs de la stratégie de croissance intelligente, à savoir : soutenir une économie vigoureuse, créer des collectivités fortes et promouvoir la protection et la santé de l'environnement. Le ministère appuie aussi le dynamisme des collectivités rurales en encourageant leur développement économique et en réglant un vaste éventail de questions les intéressant, notamment les besoins en infrastructure.

Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMMES	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
\$		\$	\$
 FONCTIONNEMENT			
33 720 378	Programme d'administration du ministère ¹	36 943 118	32 893 794
32 529 100	Administrations locales et affaires urbaines ^{2,3}	33 380 000	50 318 915
700 478 300	Planification, aménagement et logement ^{4,5}	752 327 800	1 153 087 728
5 435 100	Stratégie de croissance intelligente	-	-
30 237 000	Développement des collectivités rurales	46 689 500	13 498 500
802 399 878	Total du ministère - Fonctionnement	869 340 418	1 249 798 937
600 958 000	Moins : Mandats spéciaux	375 925 000	-
81 978	Moins : Crédits législatifs	78 618	3 470 477
201 359 900	< TOTAL À VOTER - FONCTIONNEMENT	493 336 800	1 246 328 460
802 399 878	Total du ministère - Fonctionnement		
(114 400 000)	Redressement de consolidation net - Société de logement de l'Ontario		
687 999 878	TOTAL, Y COMPRIS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS		
 Actif			
600 000	Administrations locales et affaires urbaines	500 000	49 100
1 016 100	Planification, aménagement et logement	2 877 500	-
1 616 100	Total du ministère - Actif	3 377 500	49 100
837 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
500 000	Moins : Crédits législatifs	500 000	49 100
279 100	< TOTAL À VOTER - ACTIF	2 877 500	-

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

DÉTAILS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
FONCTIONNEMENT	\$	\$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 2002-2003	822 650 918	
1.2 Comptes publics 2001-2002		1 240 757 637
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	46 689 500	13 498 500
2.2 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(4 457 200)
	869 340 418	1 249 798 937

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

RAPPROCHEMENT DES CHIFFRES DU BUDGET DES DÉPENSES 2002-2003 - DE LA COMPTABILITÉ DE CAISSE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

CRÉDIT et poste		Prévisions	Redressements -	Prévisions	Prévisions	Variat.
		2002-2003 - Compt. caisse	Compt. caisse à compt. exerc.	2002-2003 - Compt. exerc.	2003-2004 - Compt. exerc.	prévisions 2002-2003 - Compt. exerc.
		en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$
FONCTIONNEMENT						
1901	Programme d'administration du ministère					
1	Administration du ministère ¹	36,9	(5,2)	31,7	33,7	2,0
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	-	-
L	Traitements versés aux ministres sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	-	-
		<u>36,9</u>	<u>(5,2)</u>	<u>31,7</u>	<u>33,7</u>	<u>2,0</u>
1902	Administrations locales et affaires urbaines					
4	Services de soutien - Affaires municipales et urbaines ²	12,1	(0,4)	11,7	13,8	2,1
5	Services de relations avec les administrations locales ³	21,3	(0,7)	20,6	18,7	(1,9)
		<u>33,4</u>	<u>(1,1)</u>	<u>32,3</u>	<u>32,5</u>	<u>0,2</u>
1903	Planification, aménagement et logement					
4	Planification, aménagement et services de logement ⁴	725,2	(5,9)	719,3	674,8	(44,5)
5	Protection des locataires ⁵	27,1	(0,9)	26,2	25,7	(0,5)
L	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	-	-
		<u>752,3</u>	<u>(6,8)</u>	<u>745,5</u>	<u>700,5</u>	<u>(45,0)</u>
1906	Stratégie de croissance intelligente					
1	Initiatives de croissance intelligente	-	-	-	5,4	5,4
		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>5,4</u>	<u>5,4</u>
1907	Développement des collectivités rurales					
1	Services pour le développement des collectivités rurales	46,7	-	46,7	30,2	(16,5)
		<u>46,7</u>	<u>-</u>	<u>46,7</u>	<u>30,2</u>	<u>(16,5)</u>
	Total du ministère - Fonctionnement	<u>869,3</u>	<u>(13,1)</u>	<u>856,2</u>	<u>802,4</u>	<u>(53,8)</u>

Note : Les montants ont été arrondis à la centaine de millier de dollars la plus proche et les montants inférieurs à cinquante mille dollars ramenés à zéro. Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments parce qu'ils ont été arrondis.

Redressements de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice - À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est préparé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs étaient préparés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. On décrit dans les notes qui suivent les redressements qui augmentent ou diminuent les montants de 2002-2003 pour les présenter selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans cet état de rapprochement. La présentation des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 selon la méthode de la comptabilité d'exercice n'est pas un retraitement officiel, mais une approximation où ne figurent que les principaux redressements imputés à l'exercice, tels que requis pour pouvoir comparer le Budget des dépenses 2003-2004 à celui de 2002-2003 à partir de la même méthode de comptabilité. (Note : les redressements inférieurs à 0,05 million de dollars n'apparaissent pas.)

en millions de \$

- (0,8) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
- (4,4) redressement pour supprimer les paiements au titre de la réorganisation des services locaux (comptabilité de caisse) qui, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, auraient été inscrits aux dépenses d'un exercice antérieur.
- (0,4) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

RAPPROCHEMENT DES CHIFFRES DU BUDGET DES DÉPENSES 2002-2003 - DE LA COMPTABILITÉ DE CAISSE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

3. (0,3) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
(0,4) redressement pour supprimer les paiements (comptabilité de caisse) qui, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, auraient été inscrits aux dépenses d'un exercice antérieur.
4. (1,0) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
(4,9) redressement pour supprimer les paiements au titre de la réorganisation des services locaux (comptabilité de caisse) qui, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, auraient été inscrits aux dépenses d'un exercice antérieur.
5. (0,9) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.

(13,1) << Total Adjustments

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

SOMMAIRE

Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMMES	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
\$		\$	\$
IMMOBILISATIONS			
529 000	Administrations locales et affaires urbaines	2 000	12 083 722
123 461 000	Planification, aménagement et logement	3 868 500	-
180 000 000	Développement des collectivités rurales	196 711 200	44 599 987
303 990 000	Total du ministère - Immobilisations	200 581 700	56 683 709
233 511 000	Moins : Mandats spéciaux	43 000 000	-
<u>70 479 000</u>	< TOTAL À VOTER - IMMOBILISATIONS	<u>157 581 700</u>	<u>56 683 709</u>
303 990 000	Total du ministère - Immobilisations		
<u>303 990 000</u>	TOTAL, Y COMPRIS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS		

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

DÉTAILS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 2002-2003	3 870 500	
1.2 Comptes publics 2001-2002		12 083 722
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	196 711 200	44 599 987
	<u>200 581 700</u>	<u>56 683 709</u>

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

- NOTES -

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

RAPPROCHEMENT DES CHIFFRES DU BUDGET DES DÉPENSES 2002-2003 - DE LA COMPTABILITÉ DE CAISSE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

CRÉDIT et poste		Prévisions	Redressements -	Prévisions	Prévisions	Variat.
		2002-2003 - Compt. caisse	Compt. caisse à compt. exerc.	2002-2003 - Compt. exerc.	2003-2004 - Compt. exerc.	prévisions 2002-2003 - Compt. exerc.
		en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$
IMMOBILISATIONS						
1902	Administrations locales et affaires urbaines					
3	Services aux administrations locales	-	-	-	0.5	0.5
		-	-	-	0.5	0.5
1903	Planification, aménagement et logement					
6	Planification, aménagement et logement - Immobilisations	3.9	-	3.9	123.5	119.6
		3.9	-	3.9	123.5	119.6
1907	Développement des collectivités rurales					
2	Développement des collectivités rurales - Immobilisations	196.7	-	196.7	180.0	(16.7)
		196.7	-	196.7	180.0	(16.7)
Total du ministère - Immobilisations		200.6	-	200.6	304.0	103.4

Note : Les montants ont été arrondis à la centaine de millier de dollars la plus proche et les montants inférieurs à cinquante mille dollars ramenés à zéro. Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments parce qu'ils ont été arrondis.

Redressements de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice - À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est préparé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs étaient préparés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. On décrit dans les notes qui suivent les redressements qui augmentent ou diminuent les montants de 2002-2003 pour les présenter selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans cet état de rapprochement. La présentation des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 selon la méthode de la comptabilité d'exercice n'est pas un retraitement officiel, mais une approximation où ne figurent que les principaux redressements imputés à l'exercice, tels que requis pour pouvoir comparer le Budget des dépenses 2003-2004 à celui de 2002-2003 à partir de la même méthode de comptabilité. (Note : les redressements inférieurs à 0,05 million de dollars n'apparaissent pas.)

pas de redressements entre la comptabilité de caisse et la comptabilité d'exercice

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services de communication efficaces et de soutien à la gestion des grands dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services de planification des activités et des ressources, et le soutien nécessaire à la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Le programme offre également des services de gestion et de soutien technique aux organismes, conseils et commissions du ministère.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
1901		PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
FONCTIONNEMENT				
1	33 639 400	Administration du ministère ¹	36 864 500	32 848 317
L	36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	35 006	33 987
L	32 732	Traitements versés aux ministres sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	31 778	-
L	12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 834	11 490
	<u>33 720 378</u>	Total - Fonctionnement	<u>36 943 118</u>	<u>32 893 794</u>
	23 977 000	Moins : Mandats spéciaux	14 004 000	-
	80 978	Moins : Crédits législatifs	78 618	45 477
	<u>9 662 400</u>	Montant à voter	<u>22 860 500</u>	<u>32 848 317</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES :

L'objectif de ce programme est fournir aux administrations locales les outils nécessaires pour améliorer la prestation des services locaux, réduire les coûts, atteindre une solvabilité durable, et accroître la responsabilité envers le contribuable. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en oeuvre des politiques et des programmes, ainsi que des activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les autres intervenants.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
1902		ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES		
FUNCTIONNEMENT				
4	13 787 000	Services de soutien - Affaires municipales et urbaines ²	12 102 800	12 299 495
5	18 742 100	Services de relations avec les administrations locales ³	21 277 200	34 594 420
L	-	Pertes sur prêts, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	3 425 000
	<u>32 529 100</u>	Total - Fonctionnement	<u>33 380 000</u>	<u>50 318 915</u>
	24 396 000	Moins : Mandats spéciaux	16 904 000	-
	-	Moins : Crédits législatifs	-	3 425 000
	<u>8 133 100</u>	Montant à voter	<u>16 476 000</u>	<u>46 893 915</u>
Actif				
6	100 000	Aide spéciale aux municipalités - Prêts	-	-
L	500 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	500 000	49 100
	<u>600 000</u>	Total - Actif	<u>500 000</u>	<u>49 100</u>
	75 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
	500 000	Moins : Crédits législatifs	500 000	49 100
	<u>25 000</u>	Montant à voter	<u>-</u>	<u>-</u>
IMMOBILISATIONS				
3	529 000	Services aux administrations locales	2 000	12 083 722
	<u>529 000</u>	Total - Immobilisations	<u>2 000</u>	<u>12 083 722</u>
	500 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
	<u>29 000</u>	Montant à voter	<u>2 000</u>	<u>12 083 722</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT		Actif	
Services de soutien - Affaires municipales et urbaines (1902-4)	\$	Aide spéciale aux municipalités - Prêts (1902-6)	\$
Traitements et salaires	4 897 100	Prêts et dotations	100 000
Avantages sociaux	597 700		<u>100 000</u>
Transports et communications	184 400		
Services	8 036 300	Crédits législatifs	
Fournitures et matériel	71 500	Prêts et dotations	
	<u>13 787 000</u>	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	500 000
Services de relations avec les administrations locales (1902-5)			<u>500 000</u>
Traitements et salaires	5 408 100	Total (Actif) - Administrations locales et affaires urbaines	<u>600 000</u>
Avantages sociaux	764 900		
Transports et communications	356 100	IMMOBILISATIONS	
Services	1 842 800	Services aux administrations locales (1902-3)	\$
Fournitures et matériel	118 500	Paiements de transfert	\$
Paiements de transfert	\$	Aide à la transition pour les municipalités du Nord ..	525 000
Équité salariale dans les municipalités	2 166 100	Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales ..	1 000
Secours aux victimes de catastrophes	1 000	Programme ontarien de secours aux sinistrés - Municipalités	1 000
Aide aux municipalités en cas de catastrophes	1 000	Partenariats du millénaire ..	1 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	60 649 000	Partenariats du millénaire - Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	1 000
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	12 516 000		<u>529 000</u>
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 146 200		<u>529 000</u>
Fonds de restructuration des municipalités	4 271 400	Total (Immobilisations) - Administrations locales et affaires urbaines	<u>529 000</u>
Fonds d'aide à la transition pour les municipalités du Nord	125 000		
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	2 801 000		
	<u>83 676 700</u>		
	92 167 100		
Moins : Recouvrements	73 425 000		
	<u>18 742 100</u>		
Total (Fonctionnement) - Administrations locales et affaires urbaines	<u>32 529 100</u>		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PLANIFICATION, AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT :

L'objectif de ce programme est la mise sur pied de collectivités bien planifiées et économiquement attrayantes qui offrent un cadre de vie agréable grâce à des plans d'aménagement judicieux, un marché du logement dynamique où les locataires ont le choix et sont protégés, et des initiatives de préservation et de promotion de la sécurité des bâtiments fondées sur un processus de réglementation de la construction plus simple.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
1903		PLANIFICATION, AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT		
FONCTIONNEMENT				
4	674 816 800	Planification, aménagement et services de logement ⁴	725 210 800	1 126 126 494
5	25 660 500	Protection des locataires ⁵	27 117 000	26 961 234
L	1 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-
	<u>700 478 300</u>	Total - Fonctionnement	<u>752 327 800</u>	<u>1 153 087 728</u>
	525 358 000	Moins : Mandats spéciaux	345 017 000	-
	1 000	Moins : Crédits législatifs	-	-
	<u>175 119 300</u>	Montant à voter	<u>407 310 800</u>	<u>1 153 087 728</u>
Actif				
3	1 016 100	Société d'aménagement de North Pickering	2 877 500	-
	<u>1 016 100</u>	Total - Actif	<u>2 877 500</u>	-
	762 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
	<u>254 100</u>	Montant à voter	<u>2 877 500</u>	-
IMMOBILISATIONS				
6	123 461 000	Planification, aménagement et logement - Immobilisations	3 868 500	-
	<u>123 461 000</u>	Total - Immobilisations	<u>3 868 500</u>	-
	123 011 000	Moins : Mandats spéciaux	3 000 000	-
	<u>450 000</u>	Montant à voter	<u>868 500</u>	-

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

STRATÉGIE DE CROISSANCE INTELLIGENTE :

Les initiatives de croissance intelligente correspondent à la vision du gouvernement de promouvoir et de planifier la croissance de façon à soutenir une économie vigoureuse, créer des collectivités fortes et promouvoir la protection et la santé de l'environnement. Le Secrétariat des initiatives de croissance intelligente appuie les travaux de cinq comités des initiatives de croissance intelligente de l'Ontario. Le rôle de ces comités est de conseiller le gouvernement et d'établir un consensus entre les intervenants et la population sur les stratégies à long terme de promotion et de gestion de la croissance dans chacune des cinq zones pour les 30 prochaines années. Ces stratégies permettront de mieux coordonner les décisions dans le domaine de l'infrastructure, des transports, de l'aménagement du territoire et du développement économique, et d'aborder d'autres questions liées à la croissance.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
1906		STRATÉGIE DE CROISSANCE INTELLIGENTE		
FONCTIONNEMENT				
1	5 435 100	Initiatives de croissance intelligente	-	-
	5 435 100	Total - Fonctionnement	-	-
	4 076 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
	<u>1 359 100</u>	Montant à voter	<u>-</u>	<u>-</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Initiatives de croissance intelligente (1906-1)	\$
Traitements et salaires	1 671 500
Avantages sociaux	281 900
Transports et communications	599 900
Services	2 763 700
Fournitures et matériel	118 100
	<u>5 435 100</u>
Total (Fonctionnement) - Stratégie de croissance intelligente	<u>5 435 100</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES :

L'objectif de ce programme qui travaille avec des collectivités rurales, des municipalités, des entreprises et des organisations rurales, est de stimuler l'économie rurale et d'améliorer la qualité de vie en soutenant le développement de l'infrastructure, et en aidant les collectivités à mettre en oeuvre leurs plans d'action afin de régler les questions locales et régionales, de mettre en valeur leur potentiel et de soutenir de façon durable les entreprises locales.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
1907		DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES		
FONCTIONNEMENT				
1	30 237 000	Services pour le développement des collectivités rurales	46 689 500	13 498 500
	30 237 000	Total - Fonctionnement	46 689 500	13 498 500
	23 151 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
	<u>7 086 000</u>	Montant à voter	<u>46 689 500</u>	<u>13 498 500</u>
IMMOBILISATIONS				
2	180 000 000	Développement des collectivités rurales - Immobilisations ..	196 711 200	44 599 987
	180 000 000	Total - Immobilisations	196 711 200	44 599 987
	110 000 000	Moins : Mandats spéciaux	40 000 000	-
	<u>70 000 000</u>	Montant à voter	<u>156 711 200</u>	<u>44 599 987</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS	
Services pour le développement des collectivités rurales (1907-1)	\$	Développement des collectivités rurales - Immobilisations (1907-2)	\$
Traitements et salaires	4 295 100	Paiements de transfert	\$
Avantages sociaux	679 500	Infrastructure des petites localités et des collectivités rurales de l'Ontario	90 000 000
Transports et communications	342 900	Infrastructure des petites localités et des collectivités rurales de l'Ontario - Contribution au Programme Canada-Ontario des travaux d'infrastructure	90 000 000
Services	2 452 700		<u>180 000 000</u>
Fournitures et matériel	215 000		<u>180 000 000</u>
Paiements de transfert	\$		
Initiative « Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario »	20 602 600	Total (Immobilisations) - Développement des collectivités rurales	<u><u>180 000 000</u></u>
Autres programmes d'aide aux collectivités rurales	90 000		
Emplois d'été pour les jeunes en milieu rural	<u>3 000 000</u>		
	<u>23 692 600</u>		
	<u>31 677 800</u>		
Moins : Recouvrements	<u>1 440 800</u>		
	<u>30 237 000</u>		
Total (Fonctionnement) - Développement des collectivités rurales	<u><u>30 237 000</u></u>		

